

# La Belgique sonde les citoyens sur les “fake news”

■ Alexander De Croo, ministre de l'Agenda numérique, a lancé une consultation populaire sur le sujet.

Le ministre de l'Agenda numérique, Alexander De Croo (Open VLD), a lancé une enquête auprès des citoyens pour lutter contre la désinformation et les “fake news”. Ceux-ci sont amenés à participer à ce débat sociétal et à émettre des propositions via le site Internet [www.stopfakenews.be](http://www.stopfakenews.be). Un groupe d'experts, composé d'universitaires et de journalistes, devra également formuler des recommandations d'ici le 25 juin. Anticipant la critique, le ministre s'est défendu lors d'une conférence de presse de vouloir “créer un ministère de l'information, d'organiser une censure, de dicter ce qu'on peut écrire ou pas”.

Ces projets surviennent une semaine après que la Commission européenne a présenté sa stratégie face aux fake news et à la désinformation en ligne. D'autres pays, comme la France ou l'Allemagne, ont également déjà adopté des mesures. “Mais personne n'a encore trouvé la bonne solution. Pas même Facebook, qui est un des plus gros fournisseurs d'informations, notamment auprès des jeunes. Si c'était le cas, ils l'auraient implémentée depuis longtemps”, souligne Alexandre Alaphilippe, membre du groupe d'experts. L'idée est donc de faire remonter les initiatives déjà existantes pour en tirer des conclusions et prendre des mesures. Ce ne sera pas simple: les fake news touchent les ci-

toyens, les plateformes d'informations, les médias dits professionnels, les réseaux sociaux, l'éducation aux médias...”

“Repenser l'éducation aux médias”

Cette consultation populaire n'est qu'une première étape pour endiguer l'influence des fake news, qui, on le sait, s'invitent désormais dans des élections présidentielles ou des référendums. “Aujourd'hui, plus de la moitié des Belges ne font pas ou peu confiance aux informations relayées sur les médias sociaux. Cela démontre bien qu'il faut repenser l'éducation aux médias mais aussi la responsabilité des réseaux sociaux par rapport aux contenus qu'ils affichent. Par exemple: quand on lit son journal, on sait parfaitement faire la différence entre un

contenu de marque, une opinion ou une information factuelle. En revanche, cette distinction n'existe pas dans les médias numériques. On ne sait plus si tel contenu apparaît dans notre fil d'actualité parce que quelqu'un a payé pour qu'on le voit ou parce que nos amis l'ont liké...”, estime Alexander De Croo.

Comment, en 2018, les citoyens peuvent-ils distinguer les sources d'information fiables et moins fiables en ligne? Comment pourraient-ils avoir accès plus facilement à un contenu plus diversifié sur Internet? Quelles mesures les plateformes doivent-elles prendre pour lutter contre les fake news et la désinformation en ligne? Autant de questions auxquelles les experts tenteront de répondre, en veillant à trouver “un équilibre entre la protection de la liberté d'expression et des mesures contre la désinformation”.

S. F.

*“Ces informations fausses menacent notre démocratie. Il est temps de s'atteler à ce débat.”*

**Alexander De Croo**

Ministre de l'Agenda numérique